



Les enjeux de l'échiquier Arménie-Azerbaïdjan

Ramener la Russie dans le marasme du Haut-Karabakh signifie une plus grande liberté d'action pour la Turquie sur d'autres théâtres de guerre.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2020

[Asia Times](#) 3 octobre 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Peu de points chauds géopolitiques sur la planète peuvent rivaliser avec le Caucase : cette intraitable Tour de Babel tribale, depuis toujours carrefour controversé d'empires du Levant et de nomades des steppes eurasiennes. Et il devient encore plus désordonné quand on y ajoute le brouillard de la guerre.

Pour tenter de faire la lumière sur l'actuel affrontement Arménie-Azerbaïdjan, nous allons parcourir les faits de base avec quelques éléments de fond essentiels.

À la fin du mois dernier, [Ilham Aliyev](#), « l'homme fort » de l'Azerbaïdjan, au pouvoir depuis 2003, a lancé une guerre de facto sur le territoire du Haut-Karabakh détenu par l'Arménie.

Lors de l'effondrement de l'URSS, le Haut-Karabagh avait une population mixte composée de Chiites azéris et de Chrétiens arméniens. Pourtant, même avant l'effondrement, l'armée azerbaïdjanaise et les indépendantistes arméniens étaient déjà en guerre (1988-1994), entraînant un triste bilan de 30 000 morts et environ un million de blessés.

La République du Haut-Karabakh a déclaré son indépendance en 1991 : mais cela n'a pas été reconnu par la « communauté internationale ». Finalement, un cessez-le-feu a été décrété en 1994 - le Haut-Karabakh est entré dans la zone grise/no man's land de « conflit gelé ».

Le problème est qu'en 1993, les Nations Unies avaient approuvé pas moins de quatre résolutions - 822, 853, 874 et 884 - établissant que l'Arménie devait se retirer de ce qui était considéré comme environ 20% du territoire azerbaïdjanais. Ceci est au cœur du raisonnement de Bakou pour lutter contre ce qu'elle qualifie d'armée d'occupation étrangère.

L'interprétation d'Erevan, cependant, est que ces quatre résolutions sont nulles et non avenues parce que le Haut-Karabakh abrite une population à majorité arménienne qui veut faire sécession de l'Azerbaïdjan.

Historiquement, l'Artsakh est l'une des trois anciennes provinces d'Arménie - enracinée au moins au 5ème siècle avant J.-C. et finalement établie en 189 avant J.-C. Les Arméniens, sur la base d'échantillons d'ADN provenant d'os excavés, affirment qu'ils sont installés dans l'Artsakh depuis au moins 4 000 ans.

L'Artsakh – ou Nagorno-Karabakh – a été annexé à l'Azerbaïdjan par Staline en 1923. Cela a préparé le terrain pour qu'une future poudrière explose inévitablement.

Il est important de se rappeler qu'il n'y avait pas d'État-nation « Azerbaïdjan » avant le début des années 1920. Historiquement, l'Azerbaïdjan est un territoire situé au nord de l'Iran. Les Azerbaïdjanais sont très bien intégrés au sein de la République Islamique. La République d'Azerbaïdjan a donc en fait emprunté son nom à ses voisins iraniens. Dans l'histoire ancienne, le territoire de la nouvelle république du 20ème siècle était connu sous le nom d'Atropatene, et Aturpakatan avant l'avènement de l'Islam.



Le bruit des armes reprend au Haut-Karabakh

Comment l'équation a changé

Le principal argument de Bakou est que l'Arménie bloque une nation azerbaïdjanaise contiguë, car un coup d'œil sur la carte nous montre que le sud-ouest de l'Azerbaïdjan est de facto séparé jusqu'à la frontière iranienne.

Et cela nous plonge nécessairement dans un contexte profond. Pour clarifier les choses, il ne pourrait y avoir de guide plus fiable qu'un expert de haut niveau d'un groupe de réflexion caucasien qui m'a fait part de son analyse par e-mail, mais qui insiste sur la mention « sans attribution ». Appelons-le M. C.

M. C note que « pendant des décennies, l'équation est restée la même et les variables de l'équation sont restées les mêmes, plus ou moins. C'était le cas malgré le fait que l'Arménie est une démocratie instable en transition et que l'Azerbaïdjan avait beaucoup plus de continuité au sommet de l'État ».

Nous devrions tous être conscients que « l'Azerbaïdjan a perdu du territoire dès le début de la restauration de son statut d'État, alors qu'il était essentiellement un État en faillite dirigé par des amateurs nationalistes de salon [avant l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev, le père d'Ilham]. Et l'Arménie était aussi un désastre, mais dans une moindre mesure si l'on tient compte du fait qu'elle bénéficiait d'un fort soutien de la Russie et que l'Azerbaïdjan n'avait personne. À l'époque, la Turquie était encore un État laïque avec une armée qui regardait vers l'Ouest et prenait son adhésion à l'OTAN au sérieux. Depuis lors, l'Azerbaïdjan a développé son économie et augmenté sa population. Il n'a donc cessé de se renforcer. Mais son armée était encore peu performante ».

Cela a lentement commencé à changer en 2020 :

« Fondamentalement, au cours des derniers mois, vous avez constaté une augmentation progressive de l'intensité des violations quasi quotidiennes du cessez-le-feu (les violations quasi quotidiennes ne sont pas nouvelles : elles durent depuis des années). Cela a donc explosé en juillet et il y a eu une guerre de tirs pendant quelques jours. Puis tout le monde s'est calmé à nouveau ».

Pendant tout ce temps, quelque chose d'important se développait en arrière-plan : Le Premier Ministre arménien Nikol Pashinyan, qui est arrivé au pouvoir en mai 2018, et Aliyev ont commencé à parler : « La partie azerbaïdjanaise pensait que cela indiquait que l'Arménie était prête à un compromis (tout a commencé lorsque l'Arménie a connu une sorte de révolution, avec l'arrivée du nouveau Premier Ministre qui a reçu le mandat populaire de faire le ménage sur le plan intérieur). Pour une raison quelconque, cela a fini par ne pas se produire ».

Ce qui s'est passé en fait, c'est la guerre de tirs de juillet.



Le Premier Ministre arménien Nikol Pashinyan

N'oubliez pas le Pipelineistan

Le Premier Ministre arménien Pashinyan pourrait être décrit comme un mondialiste libéral. La majorité de son équipe politique est pro-NATO. Pashinyan a fait feu de tout bois contre l'ancien Président arménien (1998- 2008) Robert Kocharian, qui avant cela était, fait crucial, le Président de facto du Haut-Karabakh.

Kocharian, qui a passé des années en Russie et est proche du Président Poutine, a été accusé d'une tentative obscure de « renversement de l'ordre constitutionnel ». Pashinyan a tenté de le faire emprisonner. Mais plus crucial encore est le fait que Pashinyan a refusé de suivre un plan élaboré par le Ministre russe des Affaires Étrangères Sergeï Lavrov pour régler définitivement le problème de l'Artsakh/Nagorno-Karabakh.

Dans le brouillard de guerre actuel, les choses sont encore plus désastreuses. M. C souligne deux points : « Premièrement, l'Arménie a demandé la protection de l'OTSC et s'est fait gifler, durement et en public ; deuxièmement, l'Arménie a menacé de bombarder les oléoducs et gazoducs en Azerbaïdjan (il y en a plusieurs, ils sont tous parallèles et ils alimentent non seulement la Géorgie et la Turquie mais maintenant les Balkans et l'Italie). En ce qui concerne ce dernier point, l'Azerbaïdjan a dit en gros : si vous faites cela, nous bombarderons votre réacteur nucléaire ».

L'angle du Pipelineistan est en effet crucial : pendant des années, j'ai suivi sur [Asia Times](#) ces myriades de feuillets sur le pétrole et le gaz, en particulier le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), conçu par Zbigniew Brzezinski pour contourner l'Iran. J'ai même été « arrêté » par un 4X4 de British Petroleum (BP) alors que je suivais l'oléoduc sur une route latérale parallèle partant de l'énorme terminal de Sangachal : cela a prouvé que British Petroleum était en pratique le véritable patron, et non le gouvernement azerbaïdjanais.

En résumé, nous avons maintenant atteint le point où, selon M. C :

« Le bruit du sabre de l'Arménie est devenu plus agressif ». Les raisons, du côté arménien, semblent être essentiellement internes : la mauvaise gestion du Covid-19 (contrairement à l'Azerbaïdjan), et l'état désastreux de l'économie. Ainsi, dit M. C, nous sommes arrivés à un concours de circonstances toxique : L'Arménie a détourné ses problèmes en se montrant dure avec l'Azerbaïdjan, alors que ce dernier en avait tout simplement assez.

Cela concerne toujours la Turquie

Quoi qu'il en soit, si l'on considère le drame Arménie-Azerbaïdjan, le principal facteur de déstabilisation est désormais la Turquie.

M. C note comment, « tout au long de l'été, la qualité des exercices militaires turco-azerbaïdjanais a augmenté (tant avant les événements de juillet que par la suite). L'armée azerbaïdjanaise s'est beaucoup améliorée. De plus, depuis le quatrième trimestre 2019, le Président de l'Azerbaïdjan s'est débarrassé des éléments (perçus comme) pro-russes en position de pouvoir ». Voir, par exemple, [ici](#).

Il n'y a aucun moyen de le confirmer ni avec Moscou ni avec Ankara, mais M. C avance ce que le Président Erdogan a pu dire aux Russes : « Nous entrerons directement en Arménie si a) l'Azerbaïdjan commence à perdre, b) la Russie intervient ou accepte que l'OTSC soit invoquée ou quelque chose de ce genre, ou c) l'Arménie s'en prend aux pipelines. Ce sont toutes des lignes rouges raisonnables pour les Turcs, surtout si l'on tient compte du fait qu'ils n'aiment pas beaucoup les Arméniens et qu'ils considèrent les frères azerbaïdjanais ».

Il est crucial de se rappeler qu'en août, Bakou et Ankara ont organisé deux semaines d'exercices militaires aériens et terrestres communs. Bakou a acheté des drones avancés à la fois de la Turquie et d'Israël. Il n'y a pas de preuve, du moins pas encore, mais Ankara a peut-être engagé jusqu'à 4 000 djihadistes salafistes en Syrie pour se battre - attendez - en faveur de l'Azerbaïdjan à majorité chiite, prouvant une fois de plus que le « djihadisme » consiste à se faire de l'argent rapidement.

Le Centre d'Information Arménien Unifié, ainsi que le média kurde *Afrin Post*, ont déclaré qu'Ankara a ouvert deux centres de recrutement - dans des écoles africaines - pour les mercenaires. Apparemment, cette mesure a été très populaire car Ankara a réduit les salaires des mercenaires syriens envoyés en Libye.

Il y a un autre aspect qui est très inquiétant, non seulement pour la Russie mais aussi pour l'Asie Centrale. Selon l'ancien Ministre des Affaires Étrangères du Haut-Karabakh, l'Ambassadeur Extraordinaire Arman Melikyan, des mercenaires utilisant des cartes d'identité azéries délivrées à Bakou pourraient être en mesure de s'infiltrer au Daghestan et en Tchétchénie et, via la Mer Caspienne, d'atteindre Atyrau au Kazakhstan, d'où ils peuvent facilement rejoindre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan.

C'est le cauchemar ultime de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) - partagée par la Russie, la Chine et les « stans » d'Asie Centrale : une terre - et une mer (Caspienne) - djihadiste, pont du Caucase jusqu'en Asie Centrale, et même jusqu'au Xinjiang.

Quel est l'intérêt de cette guerre ?

Que se passe-t-il ensuite ? Une impasse presque insurmontable, comme l'explique M. C :

1. « Les pourparlers de paix ne vont nulle part parce que l'Arménie refuse de bouger (de se retirer de l'occupation du Haut-Karabakh plus 7 régions environnantes par phases ou d'un seul coup, avec les garanties habituelles pour les civils, et même les colons - à noter que lorsqu'ils sont entrés au début des années 1990, ils ont nettoyé ces terres de littéralement tous les Azerbaïdjanais, soit entre 700 000 et 1 million de personnes) ».
2. Aliyev avait l'impression que Pashinyan « était prêt à faire des compromis et a commencé à préparer son peuple, puis il a eu l'air stupide de n'avoir rien fait ».
3. « La Turquie a clairement fait savoir qu'elle soutiendrait l'Azerbaïdjan sans condition, et a traduit ces paroles en actes ».
4. « Dans de telles circonstances, la Russie a été surpassée - en ce sens qu'elle a pu arbitrer la confrontation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en aidant à la médiation de pourparlers qui n'ont abouti à rien préservant le statu quo qui en réalité favorisait l'Arménie ».



Et cela nous amène à la question cruciale. Quel est l'intérêt de cette guerre ?

M. C : « Il s'agit soit de conquérir le plus possible avant que la « communauté internationale » [dans ce cas, le Conseil de Sécurité des Nations Unies] n'appelle/exige un cessez-le-feu, soit de le faire pour relancer des pourparlers qui mènent réellement à des progrès. Dans un cas comme dans l'autre, l'Azerbaïdjan finira par gagner et l'Arménie par perdre. On ignore dans quelle mesure et dans quelles circonstances (le statut et la question du Haut-Karabakh sont distincts de ceux des territoires occupés par l'Arménie autour du Haut-Karabakh) : c'est-à-dire sur le champ de bataille ou à la table des négociations ou une combinaison des deux. Quoi qu'il en soit, l'Azerbaïdjan pourra au moins conserver le territoire qu'il a libéré au cours de la bataille. Ce sera le nouveau point de départ. Et je pense que l'Azerbaïdjan ne fera aucun mal aux civils arméniens qui resteront. Ils seront des libérateurs modèles. Et ils prendront le temps de ramener les civils azerbaïdjanais (réfugiés/IDP) dans leurs foyers, en particulier dans les zones qui deviendraient mixtes à la suite du retour ».

Que peut donc faire Moscou dans ces circonstances ? Pas grand-chose, « sauf intervenir en Azerbaïdjan proprement dit, ce qu'ils ne feront pas (il n'y a pas de frontière terrestre entre la Russie et l'Arménie ; ainsi, bien que la Russie ait une base militaire en Arménie avec un ou plusieurs milliers de soldats, elle ne peut pas simplement fournir à l'Arménie des armes et des troupes à volonté, compte tenu de la géographie) ».

Il est essentiel que Moscou privilégie le partenariat stratégique avec l'Arménie – qui est membre de l'Union Économique Eurasiatique (EAEU) – tout en surveillant méticuleusement tous les mouvements de la Turquie, membre de l'OTAN : après tout, ils sont déjà dans des camps opposés en Libye et en Syrie.

Ainsi, pour le moins, Moscou marche sur le fil du rasoir géopolitique. La Russie doit faire preuve de retenue et investir dans un équilibre soigneusement calibré entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; elle doit préserver le partenariat stratégique entre la Russie et la Turquie ; et

elle doit être attentive à toutes les tactiques américaines possibles de division et de domination.

Au cœur de la guerre d'Erdogan

Donc, au final, ce serait encore une autre guerre d'Erdogan ?

L'incontournable analyse « Suivez l'argent » nous dirait, oui. L'économie turque est un véritable désastre, avec une forte inflation et une monnaie qui se déprécie. Bakou dispose d'une abondance de fonds pétroliers et gaziers qui pourraient devenir facilement disponibles – ce qui s'ajoute au rêve d'Ankara de faire de la Turquie un fournisseur d'énergie.

M. C ajoute que l'ancrage de la Turquie en Azerbaïdjan entraînerait « la création de bases militaires turques à part entière et l'inclusion de l'Azerbaïdjan dans l'orbite d'influence turque (la thèse « deux pays – une nation », dans laquelle la Turquie assume la suprématie) dans le cadre du néo-ottomanisme et du leadership de la Turquie dans le monde turcophone ».

Ajoutez à cela l'angle de l'OTAN, qui est très important. M. C voit essentiellement Erdogan, avec l'aide de Washington, sur le point de faire une poussée de l'OTAN vers l'est tout en établissant ce canal djihadiste immensément dangereux vers la Russie : « Ce n'est pas une aventure locale d'Erdogan. Je comprends que l'Azerbaïdjan est en grande partie un pays d'Islam chiite et cela va compliquer les choses mais ne rendra pas son aventure impossible ».

[Ceci est totalement lié à un rapport](#) notoire de RAND Corporation qui détaille explicitement comment « les États-Unis pourraient essayer d'inciter l'Arménie à rompre avec la Russie » et « encourager l'Arménie à entrer pleinement dans l'orbite de l'OTAN ».

Il est plus qu'évident que Moscou observe toutes ces variables avec un soin extrême. Cela se reflète, par exemple, dans la manière dont l'irrépressible porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères, Maria Zakharova, a présenté, en début de semaine, un avertissement diplomatique très sérieux : « La destruction d'un SU-25 arménien par un F-16 turc, comme le prétend le Ministère de la Défense en Arménie, semble compliquer la situation, puisque Moscou, sur la base du traité de Tachkent, est obligé d'offrir une assistance militaire à l'Arménie ».

Il n'est pas étonnant que Bakou et Erevan aient compris le message et nient fermement tout ce qui s'est passé.



Le fait essentiel reste que tant que l'Arménie proprement dite n'est pas attaquée par l'Azerbaïdjan, la Russie n'appliquera pas le traité de l'OTSC et n'interviendra pas. Erdogan sait que c'est sa ligne rouge. Moscou a tout ce qu'il faut pour le mettre dans le pétrin – comme en coupant l'approvisionnement en gaz de la Turquie. Pendant ce temps, Moscou continuera d'aider Erevan en lui fournissant des informations et du matériel – en provenance d'Iran. La diplomatie est la règle, et l'objectif ultime est un nouveau cessez-le-feu.

Attirer la Russie à nouveau

M. C avance la forte possibilité – et j'ai entendu des échos de Bruxelles – que « l'UE et la Russie trouvent une cause commune pour limiter les gains de l'Azerbaïdjan (en grande partie parce qu'Erdogan n'est le favori de personne, non seulement à cause de cela mais à cause de la Méditerranée Orientale, de la Syrie, de la Libye) ».

Cela met en évidence l'importance renouvelée du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans l'imposition d'un cessez-le-feu. Le rôle de Washington en ce moment est assez intrigant. Bien sûr, Trump a des choses plus importantes à faire en ce moment. En outre, la diaspora arménienne aux États-Unis est très favorable à la démocratie.

Et puis, pour résumer, il y a la relation Iran-Arménie, qui est très importante. Voici une tentative énergique pour la mettre en perspective.

Comme le souligne M. C, « l'Iran favorise l'Arménie, ce qui est contre-intuitif à première vue. Les Iraniens peuvent donc aider les Russes (en canalisant les approvisionnements), mais d'un autre côté, ils ont de bonnes relations avec la Turquie, notamment dans le domaine de la contrebande de pétrole et de gaz. Et s'ils se montrent trop ouverts dans leur soutien, Trump a un casus belli pour s'impliquer et les Européens n'aiment peut-être pas se retrouver du même côté que les Russes et les Iraniens. Ça se présente mal. Et les Européens détestent avoir l'air mauvais ».

Nous en revenons inévitablement au fait que tout ce drame peut être interprété dans la perspective d'un coup géopolitique de l'OTAN contre la Russie – selon un certain nombre

d'analyses circulant à la Douma.

L'Ukraine est un trou noir absolu. La Biélorussie est dans l'impasse. Le Covid-19. Le cirque naval. La « menace » pour le projet Nord Stream-2.

Attirer à nouveau la Russie dans le drame Arménie-Azerbaïdjan, c'est tourner l'attention de Moscou vers le Caucase pour qu'il y ait plus de liberté d'action turque dans les autres théâtres – en Méditerranée Orientale contre la Grèce, en Syrie, en Libye. Ankara – bêtement – est engagée dans des guerres simultanées sur plusieurs fronts, et avec pratiquement aucun allié.

Cela signifie qu'encore plus que l'OTAN, monopoliser l'attention de la Russie dans le Caucase pourrait être profitable à Erdogan lui-même. Comme le souligne M. C, « dans cette situation, le levier/ »atout « du Haut-Karabakh aux mains de la Turquie serait utile pour les négociations avec la Russie ».

Pas de doute : le sultan néo-ottoman ne dort jamais.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [Explosive stakes on Armenia-Azerbaijan chessboard](#), Asia Times, le 3 octobre 2020

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2020

Articles Par : **[Pepe Escobar](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca